

La torpeur du consensus, ou comment évincer la langue française des échanges culturels helvétiques

Claude Raffestin

Volume 6, numéro 2, 1982

Imposer la bâtardise francophone

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006083ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006083ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

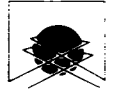
1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Raffestin, C. (1982). La torpeur du consensus, ou comment évincer la langue française des échanges culturels helvétiques. *Anthropologie et Sociétés*, 6(2), 71–80. <https://doi.org/10.7202/006083ar>

LA TORPEUR DU CONSENSUS OU COMMENT ÉVINCER LA LANGUE FRANÇAISE DES ÉCHANGES CULTURELS HELVÉTIQUES



Claude Raffestin

Culturellement, la Suisse n'existe plus, mais elle ne le sait pas encore. Affirmation provocatrice, et/ou démente ? Certains le penseront en effet. Mais, à mon sens, ils auront tort car, si je commence par une remarque de ce genre, ce n'est nullement par désir de polémique ou par goût de l'ironie. On ne polémiquait pas avec son propre pays et on n'ironise pas davantage sur lui. Si je dis que culturellement la Suisse n'existe plus, je veux dire par là que la Suisse, à laquelle se réfèrent les discours quotidiens, ressortit plus au mythe qu'à la réalité. André Siegfried et Denis de Rougemont, à leur manière, ont contribué à créer des images-guides fortement teintées d'idéologie libérale. La Suisse, malgré les apparences, n'a jamais été une démocratie-témoin (elle ne l'est toujours pas) et son histoire n'est pas celle d'un peuple heureux... sinon pour les autres ! Elle résume assez bien l'histoire d'un déchirement culturel qui n'a fait que s'accroître depuis deux siècles. Par ses langues, la Suisse plonge dans trois grandes cultures européennes mais, paradoxalement, n'en possède aucune spécifiquement, car les Suisses ont toujours soigneusement évité de se rencontrer sur le terrain intellectuel. Les grandes associations fédérales qui, surtout à partir du XIXe siècle, ont contribué à l'intégration nationale, ont plus à voir avec « le corps » (armée, tir, gymnastique, etc.) qu'avec l'esprit. Non pas que les associations culturelles ou scientifiques n'aient pas existé, mais elles n'ont jamais été très populaires (du point de vue de leur recrutement), d'où d'ailleurs un anti-intellectualisme helvétique absolument remarquable et de plus en plus remarqué. Ceci est parfaitement observable dans notre manière de concevoir la langue naturelle qui, pour la plupart d'entre nous, est un instrument de communication et rien d'autre. Que la langue naturelle (allemand, français

ou italien) puisse être autre chose ne nous effleure pas vraiment. Le français, l'allemand et l'italien sont des instruments de communication utiles et spécialisés, mais ils ne sont guère conçus comme des moyens « d'accès au monde ». On se méfie de ceux pour lesquels la langue est une valeur à défendre, à enrichir, à promouvoir, en un mot à aimer. Les iconographies respectives des francophones, germanophones et italophones ne brillent ni par l'intelligence ni par l'originalité. Plus paradoxale est l'ignorance réciproque des Romands et des Tessinois, qui ne se lancent guère dans des entreprises communes, qui finalement se connaissent mal. Est-ce la conséquence de leur statut de minorité ? Leurs relations potentielles sont-elles inhibées par la présence d'une majorité dominante ? Pour que les Romands, les Alémaniques et les Tessinois vivent leurs langues et leurs cultures possibles, il faudrait que la langue soit un enjeu au même titre qu'une ressource matérielle, et il faudrait qu'ils réalisent le rêve de Barthes : « ... connaître une langue étrangère (étrange) et cependant ne pas la comprendre : percevoir en elle la différence, sans que cette différence soit jamais récupérée par la socialité superficielle du langage, communication ou vulgarité; connaître, réfractées positivement dans une langue nouvelle, les impossibilités de la nôtre; apprendre la systématique de l'inconcevable; défaire notre « réel » sous l'effet d'autres découpages, d'autres syntaxes;... »¹.

Réaliser ce rêve, c'est déplacer la langue, de la communication vers la communion. La langue n'est pas seulement instrument de communication et organisation de la réalité, elle est aussi inscription d'un groupe dans l'histoire (les Québécois en savent quelque chose !), elle est mémoire qui renvoie aux mythes, aux croyances et aux comportements des sociétés. En un mot, elle est richesse culturelle (au sens anthropologique du terme) irremplaçable.

Par là même, la langue est un « territoire symbolique » abstrait et mouvant qui assure l'intégration des hommes à l'environnement d'une part et au « monde » d'autre part. Enfin par les contacts qu'elle entretient inévitablement avec des langues différentes, elle prend la mesure de sa spécificité et permet de combattre toute prétention narcissique. Prétention qui guette tous les groupes dont la langue, pour des raisons économiques et politiques, s'affirme véhicule privilégié de l'information.

Mais la langue n'est pas seulement tout cela, elle est encore médiatrice privilégiée de tous les projets socio-culturels, socio-économiques et socio-politiques. Une langue qui n'est plus le véhicule d'aucun projet propre est une langue qui se meurt, car elle n'est plus « travaillée », elle n'est plus produite. C'est peut-être ce qui est en train d'arriver avec la francophonie helvétique, laminée qu'elle est par une France égocentrique et par un monde alémanique messenger privilégié de l'univers anglo-saxon. La francophonie

¹ Roland Barthes, *L'Empire des Signes*, Skira, Genève 1970.

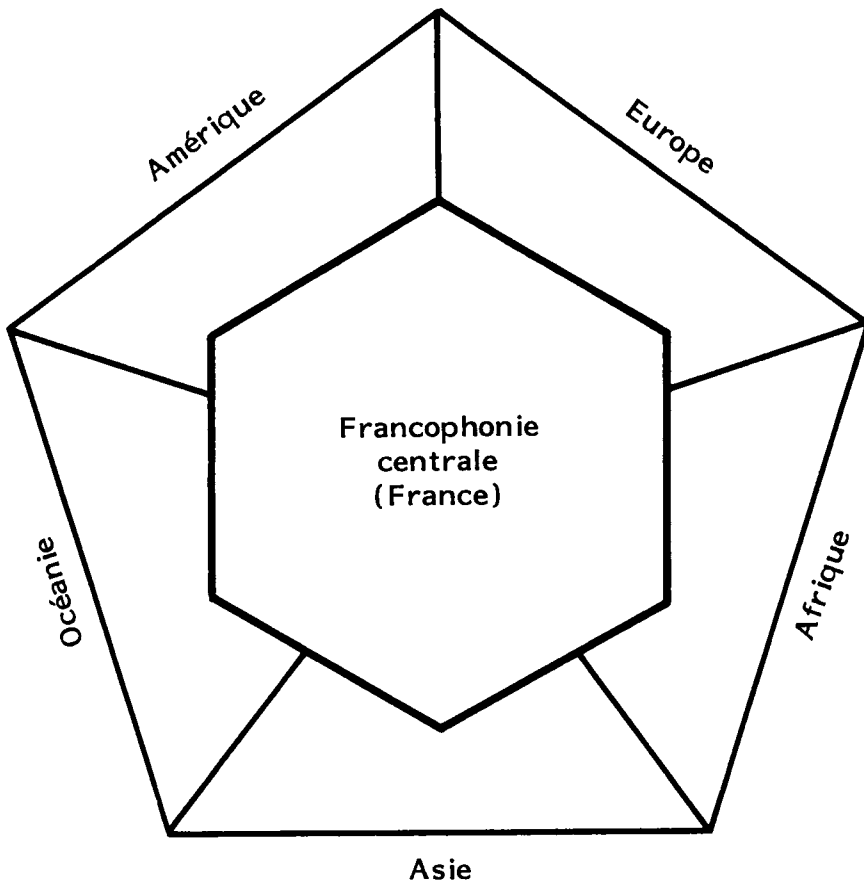
helvétique appartient à la francophonie européenne; de telle sorte qu'elle est une francophonie périphérique et peut-être marginale dans le sens où cet adjectif connote une nuance péjorative. Cette hypothèse peut sembler excessive dans l'exacte mesure où la francophonie centrale (celle de la France) est limitrophe, contrairement à d'autres francophonies périphériques séparées de la France par des distances considérables. Malgré tout, nous verrons que l'hypothèse est défendable car la distance géographique n'est pas seule en cause, tant s'en faut.

Mais tout d'abord, essayons de situer la francophonie helvétique : la population francophone en Suisse représente 1,2 millions d'habitants, soit 18% de la population suisse totale. Grosso modo c'est l'équivalent de villes comme Lyon, Marseille, Bruxelles ou Montréal. Ce n'est donc pas négligeable, mais du point de vue de la densité sociale, les 1,2 millions de francophones de la Suisse romande ne jouent pas le même rôle que ceux des villes précitées.

Par rapport à la francophonie mondiale, les Suisses romands représentent 1,3%, c'est-à-dire à peu près ce que représentent les Français par rapport à la population mondiale totale. Il y a là, sous-jacent, un système d'échelles qui n'est pas dénué d'intérêt dans la perspective où les périphéries peuvent être créatrices d'innovations et porteuses d'initiatives inouïes (adjectif pris dans son sens étymologique) qui peuvent bouleverser l'équilibre du centre.

Dans la figure intitulée « La Francophonie (centre et périphérie) », nous avons voulu montrer qu'il y avait une dialectique possible entre les 52 millions de francophones du centre et les 30 millions (environ) de francophones de la périphérie répartis entre les cinq continents. En effet, on peut imaginer très grossièrement, à l'échelle continentale, deux modèles relationnels extrêmes : l'un qui, au minimum, comprendrait des relations entre la France et chacune des francophonies périphériques soit, dans les deux sens, dix relations et l'autre qui maximiserait toutes les relations, soit trente au total. Évidemment, entre le moins et le plus il y a un très grand nombre de modèles relationnels possibles. Cela étant dit, et au-delà du caractère quelque peu abstrait de ces modèles, il faut introduire la notion de symétrie et de dissymétrie dans les flux relationnels de manière à faire apparaître éventuellement le caractère de domination du centre sur la périphérie. Il ne s'agit pas de poser cet effet de symétrie ou de dissymétrie en termes absolus — cela n'aurait aucun sens — mais en termes relatifs. Autrement dit, la francophonie centrale est-elle, toutes choses égales par ailleurs, aussi réceptrice à l'information de la périphérie que celle-ci l'est à l'information en provenance de France ? Malgré les apparences, ce n'est pas une question d'égalité ou d'équité, mais bien davantage une question qui touche à la préservation du français comme langue véhiculaire dans le monde. Si la francophonie centrale est surtout émettrice et très peu réceptrice, elle ne valorise l'instrument « langue française » qu'à court terme puisque dans le long terme elle se prive ou elle s'ampute d'échanges nombreux.

LA FRANCOPHONIE
(centre et périphérie)



Un groupe linguistique ne se maintient et ne se développe que s'il est tout à la fois récepteur et émetteur d'information.

Qu'en est-il de la francophonie helvétique ? Elle est un élément de ce système d'articulation à n'en pas douter. Pourtant est-elle en mesure de jouer ce rôle d'articulation ? Et si oui, que peut-elle articuler ? C'est poser d'un bloc le « problème linguistique » en Suisse (mais s'agit-il d'un problème linguistique ?).

Bien que deuxième langue, le français (au même titre que l'italien et le romanche) est la langue d'une minorité dont la capacité économique et partant politique s'est considérablement amenuisée au XXe siècle au profit de la majorité germanique dont le foyer de décision est le triangle Berne-Zurich-Bâle et dont Zurich est le « sommet » prédominant. Zurich a très nettement fait basculer la condition traditionnelle de la Suisse sur le plan économique. C'est-à-dire qu'au fédéralisme des institutions correspond un centralisme économique de fait. La puissance de Zurich est évidente, quels que soient les critères que l'on choisisse pour la mesurer. Beaucoup d'entreprises romandes, au cours des 25 dernières années, ont perdu leur indépendance et sont passées sous contrôle de firmes alémaniques dont les sièges sociaux sont localisés à Zurich ou à Bâle. C'est un fait qu'il serait aberrant de contester. Mais c'est un point qui a des conséquences sur le plan linguistique.

Nous ne voulons pas dire par là que cette situation entraîne une poussée de l'allemand et un refoulement corrélatif du français. Ce serait une vision simpliste et un modèle passablement erroné. En réalité le mécanisme est sensiblement plus complexe et place la francophonie helvétique dans une situation paradoxale de type « double bind » à la Bateson.

Le déplacement du centre de décision ou plus précisément la concentration des décisions à Zurich a déterminé des relations avec les mondes anglo-saxon et japonais avec lesquels les relations se font tout naturellement en anglais. Par conséquent, les Alémaniques en privilégiant l'anglais dans ce qu'on pourrait appeler les relations supérieures, économiques, techniques, scientifiques (c'est déjà l'évidence sur le plan politique), placent le français dans la position d'une tierce langue, qui perd naturellement son caractère de véhiculaire. Le français, sous la double poussée de l'allemand et de l'anglais, se « vernaculise » rapidement. Le français est en quelque sorte pris en tenaille entre l'allemand et l'anglais. Position intenable et insoutenable à long terme, dont la conséquence ne peut être qu'un recul de l'influence de la francophonie helvétique d'une part et de la francophonie générale d'autre part, puisque les Suisses romands contribuent à « produire » le français au même titre que les autres francophonies périphériques.

Si l'on considère les niveaux géographiques tels que le local-régional, le national et l'international, on note que le français n'a de signification,

relativement aux relations supérieures, que sur le plan local-régional, sa faiblesse est de plus en plus évidente sur le plan national et sur le plan international, sa valeur tend progressivement à s'annuler. Je donnerai ultérieurement des illustrations de ce phénomène. Finalement, le français ne peut guère se développer en Suisse romande, car les Suisses romands sont contraints d'adopter une conduite paradoxale qui se traduit par une sorte d'abandon du français s'ils veulent s'intégrer sur le plan national et international. Sur le plan national, la nécessité de l'allemand est évidente et sur le plan international, la nécessité de l'anglais ne l'est pas moins. Dès lors, si les Alémaniques peuvent choisir le plan national et international sans renoncer à leur langue, les francophones ne le peuvent qu'en y renonçant en fait, sinon en droit. Il n'y a donc aucune pression particulière des Alémaniques sur le français, mais en pratique le recours à l'anglais par les entreprises alémaniques ou étrangères dominantes condamne non pas l'expansion du français en Suisse, mais plus immédiatement son maintien.

Si, il y a 30 ans, on pouvait parler de paix linguistique², il n'en va plus de même aujourd'hui. Mais peut-on véritablement parler de problème linguistique ? Pas vraiment, car en fait, il s'agit d'autre chose et c'est ce que nous allons voir en deux temps. Tout d'abord, nous allons essayer de juger de l'état de la francophonie helvétique et ensuite voir les rapports avec la francophonie centrale.

Il faut opposer à la langue des relations quotidiennes celle des relations économiques, politiques, scientifiques, etc. Disons qu'il faut opposer aux relations banales qui valorisent la communion, les relations non banales qui valorisent exclusivement la communication. Les relations banales ont lieu en français; dans un français marqué par des nuances locales et régionales, soit au niveau des intonations, soit au niveau des formes ou du lexique. Il existe un français romand non pas en tant que forme dialectale, mais en tant que source de traditions spécifiques qui s'enracinent dans une mémoire romande collective. Le français romand, cette langue de communion, auquel la radio et la télévision peuvent donner un certain écho (qui va d'ailleurs en s'affaiblissant) se préserve sans doute mieux dans des cantons comme Vaud, Valais et Fribourg que dans des cantons comme Genève et Neuchâtel, peut-être plus soumis à un français standard qui s'impose par les mass media de la France voisine. S'il est vrai que nous discoupons en français dans les cantons romands, cela n'est vrai qu'au niveau de la quotidienneté. L'envers de la quotidienneté, c'est-à-dire la modernité, nécessite l'emploi, l'utilisation d'une autre langue. Recours obligé à l'anglo-américain plus qu'à l'allemand. L'allemand dans l'idéal ne nécessitant que d'être compris et pas vraiment parlé (principe du « chacun s'exprime dans sa langue »).

² K. Meyer, *La Suisse, état polyglotte. Antécédents historiques de la paix linguistique au sein de la Confédération*. La Bâconnière, Neuchâtel, 1962.

Mais est-ce vrai dans les lieux privilégiés de la modernité ? Que se passe-t-il dans les entreprises multinationales, dans les centres de recherche privés, dans les instituts financiers, etc. ? Le français, s'il y joue encore un rôle, n'intéresse plus que le niveau subalterne du personnel généralement d'origine suisse romande. Au niveau supérieur triomphe l'anglais qui, d'ailleurs, constitue la langue de travail entre un manager suisse alémanique et un manager américain. Mais il convient de distinguer encore la parole de l'écrit : si, sur le plan oral, le français se partage avec l'anglais et l'allemand le temps relationnel, il n'y a aucun partage quant à l'écrit totalement anglicisé, à moins qu'il s'agisse d'écrire à des administrations locales.

Les lieux de réflexion et de décision privés et/ou publics sont de plus en plus investis par l'anglais. Que l'on songe aux relations qu'entretiennent les universités suisses avec le Fonds National de la Recherche Scientifique (FNRS) qui exige, de plus en plus, la rédaction des demandes et des rapports en anglais. Le même FNRS ne prend pas nécessairement la peine de traduire de l'allemand les notes ou offres adressées aux chercheurs romands. Que l'on songe encore à ce qui se passe dans les universités et en particulier dans les facultés de sciences et de médecine où les colloques internes (donc ni nationaux et a fortiori ni internationaux) ont lieu en anglais. Ainsi des francophones sont amenés à s'entretenir entre eux en anglais. Bien évidemment, on trouvera, pour justifier cela, d'excellentes raisons comme, par exemple, la nécessité pour les sciences et la médecine de rédiger en anglais. À long terme, le français va cesser d'être une langue scientifique en science et en médecine. On peut d'ailleurs l'affirmer car c'est déjà le cas. C'est à partir d'une série de noyaux de la modernité que la transformation prend naissance. À long terme, les conséquences risquent d'être catastrophiques : le français n'étant plus « travaillé » dans le domaine scientifique et technique, la langue ne peut manquer de s'appauvrir. Et même si les sciences humaines échappent encore en partie à ce phénomène, elles se trouvent par la force des choses marginalisées et éliminées. Le français est de moins en moins un capital scientifique et surtout il est de moins en moins illustré : les pourcentages d'ouvrages en anglais sont éloquentes.

Il y a donc un changement de médiateur, un changement d'instrument de communication dont on peut attendre un changement de la pensée. C'est là un point important et fondamental, car s'il ne s'agissait que d'une concurrence entre instruments, on pourrait admettre de revenir sans effort particulier à l'ancien instrument. En réalité, si celui-ci n'est pas utilisé, il perd de sa signification, il « s'use », « s'érode » et se trouve moins apte à remplir certaines tâches quoi qu'on en dise. Le français ne peut survivre que si on l'utilise dans tous les domaines. Le français ne recule pas en Suisse romande quant au nombre des personnes qui le parlent, il recule quant aux nombres de relations dans lesquelles il est utilisé. En d'autres termes, le système de relations de communication des francophones s'appauvrit.

Du côté de l'écrit, la presse francophone en Suisse romande est assez abondante par le nombre de journaux quotidiens ou hebdomadaires différents, mais les tirages sont faibles. En matière de presse quotidienne, il n'y a pas de journaux qui tirent à plus de 100,000. Le niveau et la qualité des articles s'en ressentent indéniablement. Il y a cohérence avec ce qui précède. La presse est faible relativement à tout ce qui touche aux relations supérieures, elle se cantonne dans l'information quotidienne avec très peu d'échappées culturelles. Les journalistes étant par ailleurs mal payés, leur qualité n'est pas très remarquable. Les chroniques sportives et locales sont hypertrophiées avec l'excuse fallacieuse que le public « aime » cela. Mais le public se forme ou se déforme tout aussi aisément. La presse romande contribue d'ailleurs sans le vouloir et sans le savoir à renforcer la place de la modernité d'expression non-française en lui faisant un écho disproportionné par rapport à celle francophone d'origine suisse ou étrangère. Les choses se passent comme si nous étions absolument déterritorialisés quant à la langue et à la culture. Seules les créations anglo-saxonnes occupent une place sur le marché culturel. Le mécanisme n'en est pas simple. C'est tout à la fois un moyen de se démarquer d'un localisme-régionalisme qui en même temps éloigne la population francophone de la culture dont elle finit par se méfier. L'anti-intellectualisme helvétique et particulièrement romand n'est pas un mythe, bien au contraire, c'est une donnée qui contribue à détruire la position du français, car la volonté de préserver le français s'affaiblit dangereusement.

Des constatations de même ordre sont à faire sur le plan de l'édition. L'édition romande est vigoureuse et le nombre d'éditeurs est significatif, encore qu'après un certain temps, les éditeurs découragés disparaissent, plongés qu'ils sont dans les difficultés pour faire la promotion de leurs ouvrages. La diffusion est difficile et il faut passer par des groupes qui concentrent les réseaux et les filières.

Ceci nous amène aux rapports avec la francophonie centrale. Ces rapports ne se posent pas en termes de complémentarité, mais en termes de supplémentarité et de concurrence. La France n'a évidemment pas compris le parti qu'elle pouvait tirer des francophonies périphériques, car elle ne cherche qu'à établir la suprématie du centre. Pour en tirer parti, il faudrait d'abord admettre que ces francophonies existent à part entière et qu'elles constituent des lieux francophones dont la valeur est irremplaçable. La France n'a pas compris que de ces francophonies périphériques il fallait faire des zones d'articulation aux autres cultures et qu'il fallait les faire vivre pour promouvoir le français.

En réalité, la France ne promeut pas le français, elle promeut l'idée de la France, idée plus politico-économique que culturelle. Le français n'est pas un bien commun partagé entre toutes les francophonies. Le français est d'abord celui de la France que les hasards de l'histoire ont dispersé hors de l'hexagone. Avec de semblables idées, un renouveau du français est problématique.

Sans doute, et c'est vrai, les échanges existent-ils au niveau des mass media à travers les paroles et les images de la radio et de la télévision. Mais que sont ces produits qui, en réalité, ne sont souvent que la mise en forme en français de modèles anglo-saxons ? En matière de presse, les accords avec les journaux français sont inexistantes. Certes on achète les droits sur certains articles, mais sans plus. Les échanges sont d'ailleurs à sens unique. Ils sont rares dans le sens périphérie-centre, ils sont fréquents dans le sens centre-périphérie. La France n'a pas compris qu'elle devait utiliser les francophonies périphériques pour être en contact avec d'autres cultures, contact qui permettrait tout à la fois de valoriser les périphéries et d'enrichir le centre. Quand on parle de la presse française, c'est celle de l'hexagone. Quand on parle de l'édition française, c'est celle de l'hexagone, et c'est ainsi que la France découvre avec un retard inimaginable la modernité des cultures avec lesquelles les périphéries sont en contact. Les périphéries sont les lieux privilégiés pour des échanges. En fait, ils ne se réalisent pas. Un ouvrage suisse romand est un ouvrage de province que l'on cite avec condescendance sinon avec mépris. Cela ne serait pas grave si cela n'engageait pas d'un seul coup tout francophone. La France ne peut pas promouvoir un livre francophone de la périphérie car elle le considère comme une concurrence pour sa propre production. Ou alors, s'il y a promotion, c'est qu'il y a intervention des intellectuels parisiens pour des raisons bien précises.

Les choses se passent comme si toute expression de la francophonie devait partir du centre. La France souffre de standardisation (celle de Paris) et la francophonie helvétique en souffre cruellement. Un livre, un article, une œuvre n'est possible qu'en France. Combien de temps a-t-il fallu attendre pour qu'un Chesse ait le prix Goncourt ? (On pourrait dire la même chose pour A. Mailet). La longue inattention de la France aux « différents » et aux « différences » est incompréhensible. Incompréhensible car c'est oublier qu'en matière de langue « le travail » accompli par autrui contribue non seulement à produire sa pensée mais aussi la mienne. Le travail linguistique « d'alter » enrichit « ego » auquel elle ouvre des possibilités qui n'existaient pas auparavant. Inversement, tout renoncement à travailler le français de la part d'autrui conduit à mon appauvrissement : non seulement disparition de la pensée « d'alter » mais aussi de celle « d'ego ».

Chaque fois qu'un francophone romand renonce, pour tout ou partie de ses échanges linguistiques, au français, il me prive du travail potentiel qu'il aurait accompli et de la production qui en aurait résulté. Sans que je le sache, sans que je le soupçonne, il y a interaction entre tout « parlant-produisant » le français et moi.

Pour cette raison fondamentale, il convient de changer le modèle relationnel de la francophonie qui, au lieu d'être prioritairement orienté dans le sens centre-périphérie, doit être également, et tout autant, orienté dans

le sens périphérie-périphérie. Il s'agirait, soit dit en passant, d'une réorientation significative pour l'avenir du français dans son ensemble et globalement. La francophonie helvétique est une pièce d'un puzzle compliqué qui s'appelle la francophonie mondiale. Si cette pièce vient à manquer, n'en déplaise à la francophonie centrale, c'est toute la francophonie qui en pâtit.

Cela m'amène à poser une sorte d'axiome : par l'unicité de sa structure, la langue naturelle transcende l'hétérogénéité des conditions géographiques, politiques, économiques, sociales et culturelles dans lesquelles toute collectivité est appelée à s'en servir. De cette proposition, on peut déduire qu'il n'y a pas de lieu privilégié à la pratique du français et que toute production d'où qu'elle soit et d'où qu'elle vienne contribue à assurer le maintien du français. On peut exprimer cette production comme une fonction des temps d'utilisation et des divers types de communication.

Cela étant dit, et ce sera ma conclusion valable non seulement pour la francophonie helvétique mais pour toutes les autres francophonies périphériques, il faut organiser la communication sous toutes ses formes entre francophones d'Europe, d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et d'Amérique. C'est un moyen de découvrir des cultures qui expriment en français leurs rapports à des environnements humains et physiques totalement différents.

Pourquoi la francophonie centrale ne serait-elle pas le catalyseur de ce projet ? Si elle en est incapable, alors les millions de francophones dispersés de par le monde doivent se prendre en charge et dans ce cas, le Québec peut jouer un rôle essentiel. Mais n'est-ce pas trop tard ?